GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:

Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
Année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
en face du quai de l'Horloge, à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

CHEMINS DE FER; AGIOTAGE.
PROPOSITION SUR LES ANNONCES JUDICIAIRES.
JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes).
Bulletin: Gardes champêtres; serment spécial; serment politique; compétence. — Rues et places publiques; changement de destination; prescriptibilité. — Mise à la retraite forcée des magistrats; délibération. — *Cour de cassation (ch. civ.):* Elections; fermier; bail de trois, six ou neuf années. — *Bulletin:* Commissionnaire; privilège; avances. — Notaire; responsabilité; gestion d'affaires. — Lettre de change adirée; recours; arrêt; motifs. — Enregistrement; récoite; louage; vente.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle).
Bulletin: Tribunal spécial maritime; vol commis sur la personne d'un garde chourmeur; évocation; règlement de juges. — Cour d'assises; désignation des assesseurs. — Escroquerie; mensonge concerté. — *Cour d'assises du Haut-Rhin:* Affaire Bléry; verdict. — *Cour d'assises du Tarn:* Vols; recels; accusation contre le sieur Bellefond, ancien sous-préfet. — *Tribunal correctionnel de Toulouse:* Escroqueries et tentatives d'escroquerie en matière de recrutement; condamnation à un an cinq jours d'emprisonnement prononcée contre l'abbé Mengni d'Arville, ex-vicaire-général de Saint-Flour, vicaire-général de Cincinnati, protonotaire apostolique, comte romain, etc.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS. — Cour des shériffs à Londres: Demande en interdiction contre William Austin; fils adoptif de la reine Caroline, femme de Georges IV.

FACULTÉ DE DROIT. CHRONIQUE.

CHEMINS DE FER. — AGIOTAGE.

M. Teste a fait aujourd'hui à la Chambre des pairs le rapport de la Commission chargée d'examiner la proposition de M. le comte Daru, sur la négociation des actions de chemins de fer.

Voici le texte de la proposition rédigée par la Commission :

Art. 1^{er}. Les compagnies formées pour l'exécution partielle ou intégrale des chemins de fer ne pourront créer ou émettre des actions, ou promesses d'actions, avant l'époque où elles seront constituées en sociétés anonymes dans les formes voulues par l'article 37 du Code de commerce, sous les peines portées par l'art. 419 du Code pénal.

Art. 2. Il ne pourra être délivré aux souscripteurs qu'un récépissé des sommes ou valeurs par eux versées. Ce récépissé sera nominatif. Il sera détaché d'un registre à souche et portera un numéro d'ordre. Il énoncera le nombre d'actions demandées par le souscripteur.

Il mentionnera : 1^o la disposition des articles 4 et 5 de la présente loi; 2^o l'obligation pour le souscripteur de se présenter pour échanger le récépissé contre une ou plusieurs actions définitives, après la constitution légale de la société.

Art. 3. Les récépissés ne pourront pas être cotés à la Bourse.

Toute publication d'un cours quelconque de ces valeurs avant l'ordonnance royale portant autorisation de la société anonyme, sera punie d'une amende de 500 à 3,000 fr.

Art. 4. Les récépissés ne pourront être transmis ou cédés, en totalité ou en partie, par un endossement ou par toute autre voie, par des actes latéraux ou subséquents, à peine de nullité de toute négociation de ce genre à l'égard de toutes personnes y ayant intérêt.

Les sommes qui auraient été payées pour prix de la négociation ou par à-comptes sur ce prix pourront être répétées.

Art. 5. Toute négociation de récépissés sera, en outre, punie contre le cédant, le cessionnaire et les intermédiaires, s'il y en a, d'une amende qui ne pourra excéder le montant du capital des valeurs négociées.

Art. 6. Les notaires, agents de change et courtiers de commerce qui prêteront leur ministère à la négociation des récépissés ou autres valeurs émises avant la constitution de la société anonyme, encourront la restitution, et seront, en outre, punis, pour chaque négociation, d'une amende de 500 fr. au moins, et de 5,000 fr. au plus.

Art. 7. Aucune adjudication ou concession des lignes de chemins de fer ne pourra être définitivement approuvée par l'ordonnance royale qu'autant que la société anonyme aura été ou sera en même temps autorisée dans la forme prescrite par l'article 37 du Code de commerce.

Art. 8. Dans le mois qui suivra l'ordonnance royale portant autorisation de la société anonyme, les récépissés seront convertis en actions.

A cet effet, les porteurs de récépissés se présenteront en personne, ou par un mandataire spécial, au siège de la compagnie.

La procuration devra être en forme authentique et porter une date postérieure à l'ordonnance royale approbative des statuts.

Elle ne pourra être délivrée en brevet.

Art. 9. Après la délivrance des actions, les premiers souscripteurs ne demeureront garants et responsables envers la société qu'à concurrence des cinq dixièmes du capital nominal des actions par eux souscrites.

Art. 10. Le premier versement de chaque souscription ne pourra être inférieur au dixième de la valeur nominale des actions souscrites.

Il ne pourra avoir lieu qu'en numéraire, rentes sur l'Etat, bons du Trésor, ou autres valeurs admises pour les cautionnements.

Art. 11. Les fondateurs, administrateurs ou directeurs provisoires des compagnies sont personnellement et solidairement responsables envers les souscripteurs et envers la société anonyme jusqu'à l'apurement de leur gestion, de la conservation et de l'emploi des sommes provenant des souscriptions.

Art. 12. Dans les dix jours qui suivront l'époque où chaque souscripteur aura effectué son versement, les sommes en argent et les autres valeurs versées seront déposées à la caisse des consignations telles qu'elles auront été reçues, sous peine de l'application de l'art. 40 du Code pénal.

Cette peine pourra être modifiée, selon les circonstances, par application de l'art. 463 du même Code.

Art. 13. La caisse des dépôts et consignations percevra, s'il y a lieu, les intérêts qui viendront à échoir et qui seraient produits par les valeurs déposées. Elle en créditera la compagnie, qui en tiendra compte aux souscripteurs.

Art. 14. En cas d'adjudication ou de concession, les sommes et les valeurs déposées, ainsi que les intérêts qu'elles auront produites, resteront la propriété de la compagnie ad-

judicataire; il en sera disposé conformément aux statuts et au cahier des charges.

En cas de non-concession ou non-adjudication, les sommes et valeurs versées, ainsi que les intérêts produits, seront restitués intégralement aux souscripteurs, sans autre déduction que celle des dépenses utiles, dont il devra être régulièrement justifié.

Art. 15. Il est interdit, à peine de nullité, de stipuler dans les statuts provisoires, aucune indemnité, rétribution, ou émoulement quelconque, au profit des fondateurs, administrateurs ou directeurs.

Art. 16. La désignation des administrateurs, directeurs ou gérants, faite dans les statuts avant leur approbation par ordonnance royale, est essentiellement provisoire.

Art. 17. Dans les trois mois qui suivront l'ordonnance royale portant approbation de la société anonyme, les actionnaires seront convoqués en assemblée générale, dans la forme réglée par les statuts, pour délibérer :

1^o Sur la nomination des administrateurs-directeurs, ou gérants définitifs;

2^o Sur la fixation de leurs émoluments pendant la durée de la société;

3^o Sur le règlement et le remboursement de tout ce qui pourrait être dû aux fondateurs, pour avances, frais d'étude et de gestion, et pour indemnité de tout genre.

La discussion de cette proposition a été remise à mardi.

PROPOSITION SUR LES ANNONCES JUDICIAIRES.

Voici le texte de la proposition présentée par M. Vivien sur la publication des annonces judiciaires :

Art. 1^{er}. Les annonces judiciaires, dont l'insertion dans les journaux est prescrite par les lois, et spécialement par les arts. 620, 621, 646, 696 et 868 du Code de procédure civile; par les arts. 42, 202 et 242 du Code de commerce; par l'avis du Conseil d'Etat du 1^{er} juin 1817 et par la loi du 5 mai 1841, pourront être insérées aux lieux indiqués par les lois dans tous les journaux qui seront reconnus, conformément à l'art. 5, avoir 150 abonnés au moins si le journal est publié dans un arrondissement dont la population soit de 5,000 âmes ou au-dessus, et 50 abonnés au moins si le journal est publié dans un arrondissement dont la population excède 50,000 âmes.

Art. 2. A Paris, les annonces judiciaires désignées en l'article précédent ne pourront être insérées que dans les journaux exclusivement consacrés aux débats judiciaires et aux annonces, et qui justifieront avoir 1,500 abonnés.

Art. 3. Chaque année, dans la première quinzaine de décembre, les directeurs-gérants de journaux qui réclameront l'application des articles précédents déposeront au greffe du Tribunal civil du lieu de leur publication l'état de leurs abonnés, avec les pièces et documents à l'appui.

Dans la quinzaine suivante, le Tribunal désignera comme pouvant recevoir les annonces judiciaires tous les journaux qui auront justifié qu'ils satisfont aux conditions établies par les arts. 1 et 2.

Il réglera en même temps le tarif de l'impression en annonces.

Art. 4. Dans le cas où aucun journal n'aurait le nombre requis d'abonnés, le Tribunal pourra autoriser l'insertion des annonces judiciaires dans celui des journaux de l'arrondissement qui justifiera de nombre d'abonnés le plus élevé.

Cette proposition a été examinée ce matin dans les bureaux. Quatre bureaux sur neuf en ont autorisé la lecture en séance publique.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

Présidence de M. Zangiacomi.

Suite du Bulletin du 17 mars.

GARDES CHAMPÊTRES.—SERMENT SPÉCIAL.—SERMENT POLITIQUE.—COMPÉTENCE.

Les gardes champêtres sont en même temps officiers de police judiciaire. En cette double qualité, ils sont soumis à la prestation de deux sermens : l'un, spécial à la fonction de préposés à la garde des champs et récoltes; et l'autre, politique, comme fonctionnaires de l'ordre judiciaire. Avant la loi du 31 août 1850 sur le serment politique, ils prêtaient le serment spécial devant le juge de paix de leur canton, conformément à l'art. 5 de la section 7 du titre 1^{er} du Code rural de 1791. Mais cette loi (celle de 1850) leur ayant imposé l'obligation de prêter le serment politique devant le Tribunal dans l'arrondissement duquel ils exercent leurs fonctions, il en résulte l'abrogation, au moins implicite, de la disposition du Code rural de 1791 qui les obligeait à prêter le serment spécial devant le juge de paix de leur canton, et conséquemment attribution de compétence à la juridiction supérieure du Tribunal de première instance pour recevoir simultanément les deux sermens.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Pataille et sur le réquisitoire de M. le procureur-général près la Cour de cassation agissant en vertu de l'article 80 de la loi du 27 ventose an VIII. En conséquence, annulation, pour excès de pouvoir, d'une décision rendue par le Tribunal de première instance d'Abbeville du 6 août 1844, et par laquelle ce Tribunal s'était déclaré incompétent pour recevoir le double serment que le garde champêtre Sallabery demandait à prêter devant lui; renvoi en même temps de ce fonctionnaire devant le même Tribunal pour y être procédé à la réception de son serment.

L'arrêt que vient de rendre la chambre des requêtes est conforme à la jurisprudence de la chambre criminelle (arrêtés des 10 juin 1845 et 16 novembre 1844).

Bulletin du 18 mars.

RUES ET PLACES PUBLIQUES.—CHANGEMENT DE DESTINATION.—PREScriptIBILITÉ.

Les rues sont imprescriptibles tant qu'elles conservent cette destination; mais il en est autrement, lorsqu'elles ont cessé d'être affectées à cet usage. Il n'est pas nécessaire que le changement de destination résulte d'actes formels de l'administration municipale; il suffit que la rue ait cessé d'être fréquentée comme passage public. Ici point d'application possible des principes consacrés par les articles 558 et 2226 du Code civil sur l'imprescriptibilité des choses qui sont hors du commerce.

Ainsi, lorsqu'après avoir déclaré en fait qu'une grande route ayant été établie sur un emplacement communal à usage de rue, en a absorbé la plus grande partie, et que les excédans de largeur de cette rue ont perdu leur destination primitive de voie publique depuis plus de trente ans, une Cour royale a pu décider qu'il y avait eu changement de destination, et par suite, que les excédans de terrain dont il s'agit étaient devenus susceptibles d'aliénation, et conséquemment de prescription.

Rejet en ce sens du pourvoi de la commune de Valdahon contre un arrêt de la Cour royale de Besançon, rendu en faveur du sieur Chapuis et consorts; M. Pataille, rapporteur; M. Delapalme, avocat-général; conclusions conformes; plaidant, M^e Parrot.

Bulletin du 19 mars.

DROITS D'USAGE.—CANTONNEMENT.—CHOSE JUGÉE.—PREScription.

I. Un arrêt de la Table de Marbre du 2 juillet 1572, intervenu entre une commune usagère et le propriétaire des bois soumis aux droits d'usage, pour le règlement de ces droits, et par lequel il a été adjugé aux usagers la moitié des bois assujétis, pour le pâturage de leurs bestiaux, avec cette restriction qu'ils en jouiraient sans excès ni abus, sans pouvoir convertir le pâturage ainsi limité en terre de labour, et à la charge des redevances accoutumées dues au propriétaire pour raison de ces mêmes droits, un tel arrêt, bien qu'antérieur à l'époque où le cantonnement a pris sa place dans notre législation forestière (le premier acte de cantonnement ne remonte qu'au 24 décembre 1726, d'après M. Merlin, Rép., v^o Cantonnement), a pu être interprété en ce sens que l'attribution faite à la commune n'a pas été un simple aménagement, c'est-à-dire la concentration des droits d'usage sur un point déterminé d'un tènement d'une plus grande surface, mais un partage de la propriété même entre le seigneur et la commune usagère. Cette interprétation est surtout inattaquable lorsqu'elle repose non seulement sur les principales dispositions de la décision interprétée, mais encore sur les circonstances qui l'ont précédée, accompagnée ou suivie, et qui en révèlent le véritable esprit.

D'ailleurs, s'il est vrai que le cantonnement n'ait eu qu'une existence postérieure au seizième siècle, et qu'il n'ait été constitué régulièrement qu'au commencement du dix-huitième siècle, il est certain aussi qu'il a dû se préparer dans les temps antérieurs par des actes plus ou moins accidentels ou fréquents, et dont l'arrêt du 2 juillet 1572 pourrait être un exemple.

II. De ce que ce même arrêt de 1572 n'a adjugé qu'à certains habitants des droits d'usage sur un bois pour le pâturage de leurs bestiaux (il s'agissait ici d'un bois autre que celui dont il est parlé dans le numéro précédent, et à l'égard duquel la question de cantonnement était étrangère), il n'a pu en résulter aucun obstacle pour empêcher les autres habitants de la même commune d'acquiescer, par la prescription, le droit de propriété de ce même pâturage. La qualité d'usagers, ut singuli, qui appartenait à quelques uns des habitants, n'a pas pu être opposée à la commune invoquant, ut universi, une possession à titre non précaire. Ici ne s'applique pas les articles 2229, 2256, 2258 du Code civil, ni la maxime : *Ad primordium tituli posterior semper refertur eventus*.

Rejet en ce sens, du pourvoi de M. et de Mme de La Rochejaquelein, contre un arrêt de la Cour royale d'Orléans du 30 mars 1844, rendu au profit des communes de Rivareignes et de Bréhémont. — M. Troplong, rapporteur; M. Delapalme, avocat-général, conclusions conformes. — Plaidant, M^e Chevrier.

MISE A LA RETRAITE FORCÉE DES MAGISTRATS.—DÉLIBÉRATION.—MINISTÈRE PUBLIC.

Le ministère public a-t-il le droit d'assister à la délibération d'une Cour royale réunie en assemblée générale pour statuer sur la mise à la retraite forcée d'un de ses membres?

La Cour, vidant son délibéré sur cette question (voir le fait qui s'y rattache dans le compte succinct que nous en avons rendu dans notre n^o du 18 mars), s'est prononcée pour la négative, en se fondant sur les dispositions combinées des articles 4 et 14 de la loi spéciale du 6 juin 1824. Cette décision, rendue dans un cas tout particulier, laisse dans toute son intégrité le droit que confère au ministère public le décret du 50 mars 1808, art. 83, d'assister à toutes les délibérations qui concernent l'ordre et le service intérieur.

COUR DE CASSATION (chambre civile).

Présidence de M. le premier président Portalis.

Audience du 3 mars.

ELECTIONS.—FERMIER.—BAIL DE TROIS, SIX OU NEUF ANNÉES.

L'article 9 de la loi du 19 avril 1851, qui autorise le fermier par bail authentique d'une durée de neuf ans au moins à se prévaloir, pour compléter son cens électoral, du tiers des contributions payées par les propriétés par lui affermées, ne reçoit pas son application au cas où il s'agit d'un bail de trois, six ou neuf années, alors même que la liberté de rompre le bail avant l'expiration de neuf années ne serait réservée qu'au preneur.

La jurisprudence est constante sur ce point (V. notamment : arrêt de la Cour de cassation du 30 avril 1838, *Journal du Palais*, t. 2, 1838, p. 152; et arrêt de la Cour de Paris du 20 octobre 1841, — rendu dans une espèce où le fermier était entré, au moment où il invoquait le bénéfice de la loi de 1831, dans la troisième et dernière période de son bail — (*J. du Pal.*, t. 2, 1841, p. 479) :

» La Cour,
» Vu l'article 9 de la loi du 19 avril 1841;
» Attendu que le bail authentique dont il s'agit dans l'espèce a été fait pour trois, six ou neuf années, au choix du preneur;
» Qu'il importe peu que le bailleur fut obligé à laisser jouir le preneur pendant neuf ans;
» Qu'en effet le bail n'en était pas moins, à la volonté de l'une des parties, de trois ans au moins, et de neuf ans au plus, tandis que, d'après la loi, il doit être d'une durée de neuf ans au moins;

» Qu'ainsi le défendeur, ne remplissant pas les conditions d'exploitation par bail authentique d'une durée de neuf ans au moins, ne pouvait, pour compléter son cens électoral, se prévaloir du tiers des contributions payées par les propriétés par lui affermées;
» D'où il suit qu'en ordonnant son inscription sur la liste électorale du 8^e arrondissement du Pas-de-Calais, l'arrêt attaqué a expressément violé l'article précité;
» Casse l'arrêt de la Cour royale de Douai du 10 novembre 1845. (Préfecture du Pas-de-Calais c. Hamedon; MM. Miller, rapp.; Pascalis, premier avoc.-gén.)

Bulletin du 18 mars.

COMMISSIONNAIRE.—PRIVILÈGE.—AVANCES.

Le privilège dont parle l'article 93 du Code de commerce peut-il être revendiqué par le commissionnaire à raison des avances qu'il a pu faire au commettant antérieurement à l'expédition de marchandises, mais sur la promesse de cette consignation?

La Cour royale de Paris avait, par arrêt du 26 juin 1841, jugé l'affirmative dans l'espèce suivante :

La maison Paris avait vendu à un sieur Levasseur une certaine quantité de laine brute moyennant 25,140 francs, avec condition que l'acheteur réexpédierait ces laines à la maison Paris lorsqu'elles auraient été lavées, et que cette maison se paierait elle-même sur le produit de la vente qu'elle en ferait pour son commettant. Cette réexpédition eut lieu, en effet; mais ultérieurement s'éleva entre la maison Paris et les créanciers du sieur Levasseur, tombé en faillite, la question de savoir si cette maison pouvait, en vertu de l'article 93 du Code de commerce, se faire payer, par privilège, sur le prix des marchandises consignées, du montant de ce qui lui était dû pour la vente originaire.

Arrêt qui décide que le privilège peut être exercé : « Attendu qu'il résultait des documents de la cause et de la correspondance que Levasseur avait remis les laines en question à MM. Paris, avec autorisation de les vendre et de se payer sur le prix des effets précédemment donnés en règlement; que cette consignation était une des conditions de la vente. »

Sur le pourvoi en cassation des créanciers du sieur Levasseur, pour fausse application de l'article 93 du Code de commerce, cet arrêt a été cassé par le motif que cet article ne concernait pas les avances antérieures à l'expédition des marchandises. Nous donnerons le texte de cet arrêt.

Rapporteur, M. de Bryon; conclusions de M. Pascalis, premier avocat-général; plaidant, M^e Fabre et Mandaroux-Vieramy.

Bulletin du 19 mars.

NOTAIRE.—RESPONSABILITÉ.—GESTION D'AFFAIRES.

La gestion volontaire des affaires d'autrui (prévue par l'article 1372 du Code civil), peut être déclarée constante d'après les circonstances; la preuve de son existence n'est pas régie par les dispositions de l'article 1341 du Code civil.

Il suffit qu'un arrêt ait constaté en fait « qu'un notaire, informé qu'un individu avait des fonds disponibles, s'est spontanément interposé pour le placement de ses fonds et qu'il lui a indiqués comme emprunteurs des tiers dont il attestait la solvabilité. » Pour que cet arrêt ait pu, sans tomber sous la censure de la Cour de cassation, en tirer la conséquence que ce notaire s'était ainsi constitué mandataire du prêteur, et qu'il devait répondre de la faute grave par lui commise « en ne s'assurant pas plus exactement de la solvabilité des emprunteurs, et en n'exigeant pas la représentation de titres de propriétés des biens donnés en hypothèque. »

Peu importerait, d'ailleurs, que les parties eussent été placées en présence; cette circonstance ne met aucun obstacle à ce que les juges, après avoir constaté l'existence de la gestion volontaire d'affaires, en déduisent, par appréciation des faits, les conséquences légales quant à la responsabilité du notaire.

Ainsi jugé au rapport de M. Bryon, sur les conclusions conformes de M. le premier avocat-général Pascalis. Plaid. M^e Morin. (Rejet du pourvoi dirigé contre un arrêt de la Cour de Douai. Aff. Becq c. Petitbon.)

LETTE DE CHANGE ADIRÉE.—RECOURS.—ARRÊT.—MOTIFS.

L'arrêt qui déclare en droit que le propriétaire d'une lettre de change adirée doit diriger la demande en paiement contre l'accepteur dans un délai rapproché, n'est pas sujet à cassation si, en déclarant le demandeur non recevable, il fonde sa décision non seulement sur le délai écoulé, mais encore sur diverses appréciations de fait résultant de l'ensemble de ses motifs.

L'arrêt qui rejette implicitement un moyen de nullité de l'appel, moyen de nullité non précisé dans les conclusions ni à l'audience, et ne ressortant pas nécessairement du litige, n'a pas violé l'article 7 de la loi du 21 avril 1810, pour absence de motifs.

Arrêt de rejet. Conclusions de M. l'avocat-général Pascalis. — Plaidants : M^e Henri Nouguier et Godard de Saponay.

ENREGISTREMENT.—RÉCOLTES.—LOUAGE.—VENTE.

L'acte qualifié bail, par lequel l'une des parties déclare faire location à un autre d'un pré pour le temps de la récolte, renferme-t-il un véritable contrat de louage (tarifé au droit d'enregistrement de 20 cent. pour 100), ou ne constitue-t-il pas, malgré sa qualification, une véritable vente de récolte sur pied (soumise au droit de 2 pour 100 par la loi du 22 frimaire an VII, article 69)?

Le Tribunal de Strasbourg (aff. Rudolfi), et celui de Colmar (aff. Henriot), avaient décidé qu'un acte contenant la stipulation qui vient d'être indiquée, constituait un véritable bail. Il y avait toutefois entre les deux espèces soumises à l'appréciation de ces Tribunaux, cette différence fort grave, que dans celle jugée par le Tribunal de Colmar, l'acte concédait au preneur, indépendamment du droit de fauchaison, celui de faire paître ses troupeaux sur les prés, l'objet du contrat.

Cette différence entre les stipulations des deux actes a paru à M. le premier avocat-général Pascalis, de nature à motiver de la part de la Cour de cassation saisie du pourvoi de l'administration de l'enregistrement, une différence de solution. Ce magistrat a pensé que si, dans l'espèce jugée par le Tribunal de Colmar il y avait eu en réalité contrat de louage, il n'en était pas de même dans l'autre espèce, et qu'en conséquence le jugement du Tribunal de Strasbourg avait encouru la cassation. M. l'avocat-général a présenté cette double solution comme résultant de la jurisprudence antérieure de la Cour de cassation, et notamment des arrêts des 9 février 1837, 31 juillet 1839 et 26 août 1839.

La Cour, après en avoir délibéré, au rapport de MM. les conseillers Gillet et Gauthier, a admis et consacré la distinction proposée par M. l'avocat-général; elle a, en conséquence, rejeté le pourvoi dirigé contre le jugement de Colmar (plaidants, MM^e Moutard-Martin et Martin, et cassé le jugement du Tribunal de Strasbourg, du 8 décembre 1841; plaidants, M^e Moutard-Martin et M^e Paul Fabre.

Nous rapporterons le texte des arrêts qui sont fondés presque exclusivement sur des déclarations de faits importantes à connaître pour bien saisir les véritables motifs sur lesquels se base la différence entre les deux solutions.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Suite du Bulletin du 14 mars.

TRIBUNAL SPÉCIAL MARITIME.—VOL COMIS SUR LA PERSONNE D'UN GARDE CHOURMEUR.—ÉVASION.—RÈGLEMENT DU JUGES.

C'est aux Tribunaux maritimes spéciaux qu'il appartient, à l'exclusion de la juridiction criminelle ordinaire, de connaître du fait d'évasion des forçats, ainsi que des crimes à l'aide desquels s'est commise l'évasion.

Ainsi, une Cour d'assises ne peut être considérée comme compétente pour connaître d'un vol commis par un forçat sur la personne d'un garde chourmeur, pour faciliter son évasion, sous prétexte que ce vol serait connexe à d'autres crimes commis postérieurement par le même forçat pendant son évai-

Ainsi jugé sur le pourvoi dirigé par le commissaire du Roi rapporteur près les Tribunaux maritimes de Brest. Cassation, au rapport de M. le conseiller Isambert, et sur les conclusions de M. de Boissieu, avocat-général, d'un arrêt de la Cour de Rennes, du 22 août 1844 (Aff. Hernandez), par application des art. 66 et 69 du décret du 12 novembre 1806.

On sait que de nombreux arrêts de la Cour de cassation ont jugé que ce décret et la loi du 10 avril 1823, qui l'a légalisé, n'ont pas été abolis par la Charte de 1830. (Arr. 10 mars 1851, 4 février 1852, 18 juillet 1853, 12 avril 1854, 23 janvier 1855, 2 septembre 1856)

Audience du 15 mars.

COUR D'ASSISES. — DÉSIGNATION DES ASSESSEURS.

Les assesseurs des Cours d'assises, dans les départements où ne siège pas une Cour royale, doivent être d'abord les juges de première instance inscrits les premiers sur le tableau; en cas d'empêchement, ceux qui les suivent immédiatement, et ainsi de suite, en descendant aussi loin qu'il est nécessaire, et même jusqu'aux suppléants s'il y a lieu.

Il n'appartient ni au président de la Cour d'assises, ni au Tribunal de première instance, de désigner ces assesseurs. Voici le texte de l'arrêt rendu sur le pourvoi du procureur-général près la Cour de cassation, contre une délibération du Tribunal de Saint-Mihiel (Voir la Gazette des Tribunaux des 15 et 16 mars):

Sur le rapport de M. Vincens Saint-Laurent, conseiller; et les conclusions de M. Dupin, procureur-général; Vu le réquisitoire ci-dessus et l'article 441 du Code d'instruction criminelle;

Attendu que, d'après ces articles, même avec la rédaction nouvelle que leur a donnée l'article 2 de la loi du 4 mars 1831, les juges composant la Cour d'assises dans les départements autres que celui où siège la Cour royale, doivent être pris parmi les membres du Tribunal de première instance, en suivant l'ordre du tableau;

Qu'en effet, l'article 253 appelle les présidents avant les juges, et l'art. 264 appelle, à défaut de juges, les suppléants; Que ce mode de procéder est conforme aux principes généraux de notre organisation judiciaire;

Que le changement de rédaction effectué par la loi de 1831 peut d'autant moins être considéré comme une preuve de la volonté d'innover en cette partie, que si l'on eût voulu substituer à la désignation de la loi un choix spécial, on n'aurait pas manqué de déterminer de quelle manière ce choix serait fait;

Que le service des Cours d'assises dont il s'agit doit donc continuer de se faire, depuis la loi de 1831, comme il se faisait auparavant, c'est-à-dire que les premiers inscrits sur le tableau doivent siéger toutes les fois qu'ils n'en sont pas empêchés, auquel cas ils doivent être remplacés par ceux qui les suivent immédiatement, et ainsi de suite en descendant aussi loin qu'il est nécessaire, et même jusqu'aux suppléants s'il y a lieu;

Qu'il n'appartient dès lors à qui que ce soit de faire, pour assurer ce service, une désignation, qui résulte de la loi même;

Attendu cependant que le président de la Cour d'assises de la Meuse, pour le premier trimestre de la présente année, ayant manifesté l'intention de nommer lui-même ses assesseurs, ce qu'il n'avait pas le droit de faire, le Tribunal de Saint-Mihiel, qui n'avait pas davantage ce droit, s'est permis de les désigner lui-même arbitrairement;

Que la délibération qu'il a prise à cet effet contient un excès de pouvoir et une violation formelle de l'article 253 du Code d'instruction criminelle;

Par ces motifs, La Cour, vidant le délibéré ordonné à l'audience d'hier, casse et annule, dans l'intérêt de la loi, la délibération du Tribunal de Saint-Mihiel du 16 janvier dernier, etc.;

Suite du Bulletin du 15 mars.

ESCROQUERIE. — MENSONGE CONCERTÉ.

Il est de jurisprudence constante que les simples mensonges ne peuvent être réputés constituant les manœuvres frauduleuses que l'article 403 du Code pénal considère comme un élément essentiel du délit d'escroquerie. (V. notamment: arrêts des 22 mai 1835, 17 juillet 1842, et arrêt de Bordeaux du 9 mai 1853.)

Mais il en est autrement lorsque les mensonges, concertés entre plusieurs individus, ont été entourés de circonstances de nature à tromper d'une manière plus certaine la bonne foi des tiers. (V. en ce sens un arrêt du 5 septembre 1844, Gazette des Tribunaux du 6.)

Ainsi, il était constaté, en fait, par un jugement du Tribunal de Laon, du 30 novembre 1844, que le nommé Mangin et la femme Quinard, voulant obtenir du sieur Ruffin un prêt d'argent, s'étaient concertés pour lui faire croire faussement que Mangin avait des fermiers en retard de payer, et par conséquent des biens tenus à ferme, et que la femme Quinard, elle-même, était fort riche. Il était en outre constaté que les mensonges faits à ce sujet à Ruffin, par Mangin et la femme Quinard, avaient été combinés de manière que ce qui était dit par l'un faisait considérer comme vrai ce qui avait été dit par l'autre.

Dans ces circonstances, le Tribunal avait vu les caractères constitutifs des manœuvres frauduleuses exigées par l'article 403 du Code pénal; et en conséquence il avait appliqué à Mangin et à la femme Quinard la peine de l'escroquerie.

Le pourvoi en cassation dirigé contre le jugement du Tribunal de Laon a été rejeté, au rapport de M. Vincens Saint-Laurent, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général de Boissieu. Plaid. M. Nachet.

La Cour a rejeté les pourvois: 1° D'Ange-Paul Luiggi, Pierre-Simon Luiggi et Charles-Robert Rossi, contre un arrêt de la Cour d'assises du département des Bouches-du-Rhône, qui les condamne chacun à huit ans de réclusion, comme coupables du crime de vol, avec aide et assistance; — 2° De Jean Lambert et Catherine Marchand, sa femme, condamnés par la Cour d'assises du département de la Côte-d'Or, le premier à huit années de réclusion, pour vol, avec circonstances aggravantes; et la seconde, à trois années d'emprisonnement, le jury ayant déclaré en sa faveur l'existence de circonstances atténuantes.

Ont été déclarés déchu de leurs pourvois, et condamnés à l'amende de 150 fr. envers le Trésor public pour n'avoir pas rempli les formalités prescrites par les art. 419, 420 et 421 du Code d'instruction criminelle: 1° Prosper-Ferdinand Marie, condamné pour vol à cinq ans de prison par arrêt de la Cour royale de Caen, chambre des appels de police correctionnelle, du 30 janvier dernier; — 2° Le sieur Jean-Baptiste Dumoulin, condamné à deux mois d'emprisonnement pour diffamation envers M. Chaix-d'Est-Ange, avocat, par arrêt de la Cour royale de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, du 11 janvier dernier.

COUR D'ASSISES DU HAUT-RHIN.

Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.

Présidence de M. le conseiller Wolbert.

Audience du 16 mars.

AFFAIRE BLÉTRY. — VERDICT.

A midi et demi, au milieu d'un religieux silence, M.

le président, qui a dirigé ces importants débats avec une impartialité si remarquable, résume avec une lucidité parfaite toutes les charges de l'accusation et tous les moyens de la défense.

Huit questions sont soumises au jury: 1° Jean-Nicolas Blétry est-il coupable d'avoir, le 3 juin 1843, commis un homicide volontaire sur la personne d'une femme de quarante à cinquante ans, dont le nom est resté inconnu, avec les circonstances aggravantes que ledit homicide volontaire a été commis, 1° avec guet-apens; 2° avec préméditation; 3° que le crime a été commis en vue de favoriser et de faciliter un vol au préjudice de cette femme, vol qui a été perpétré?

Trois questions dans les mêmes termes ont été posées en ce qui concerne Françoise Lallemand, Fritz Weidenbacher et Madeleine Dinichert. Puis enfin viennent quatre autres questions de complicité pour les quatre accusés.

Le jury, entré dans la salle des délibérations à une heure et demie, en sort après dix minutes écoulées. Les conversations bruyantes qui s'étaient élevées de toutes parts cessent aussitôt; le plus grand silence a succédé à l'agitation et au mouvement d'une foule passionnée.

MM. les jurés, en tête desquels marche comme chef, un ancien commandant d'infanterie, qui porte une longue barbe blanche, et qui a l'aspect le plus vénérable, viennent reprendre leurs places.

M. le président: Monsieur le chef du jury, veuillez faire connaître le résultat de votre délibération.

M. Veran, chef du jury, la main sur le cœur, et d'une voix grave et ferme: Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes: Non, sur toutes les questions.

Les accusés sont introduits, et M. le président prononce l'ordonnance d'acquiescement. Blétry: Monsieur le président, j'ai une demande à vous faire (mouvement de curiosité): un acquiescement ne me suffit pas; il me faut une réparation d'honneur; j'ai droit d'obtenir de vous ma réhabilitation; un mot seulement, je vous le demande, Monsieur le président.

M. le président: Nous venons de vous acquiescer, c'est tout ce que nous pouvons faire. Il est deux heures; la foule qui se pressait dans l'enceinte s'écoule lentement, et l'on se demande si le mystère qui couvre cette lugubre affaire sera jamais éclairci.

COUR D'ASSISES DU TARN.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) Présidence de M. Dubernard, président du Tribunal civil.

Audiences des 12 et 13 mars. (Voir la Gazette des Tribunaux d'hier.)

Au commencement de l'audience du 12 mars, on entend la femme Laforgue, aubergiste à Toulouse. Elle a vu assez souvent les accusés dans son auberge. De Bellefonds n'y a mangé que deux fois avec les trois accusés. Quelqu'un de Bellefonds a payé pour les accusés; ils parlaient l'argot.

De Bellefonds ne disconvient pas du fait de ses visites, mais ce n'était pas en sa présence qu'on parlait l'argot. M. le marquis de Galard, habitant Toulouse. Le témoin était dans la mauvaise habitude de porter dans son portefeuille des billets de banque. Un jour, achetant quelque chose dans un magasin, il laissa tomber un billet de banque. Un sieur Frédéric Rogues, à qui le témoin rapporta ce fait, lui reprocha son imprudence.

Frédéric Rogues, propriétaire à Toulouse. Le témoin loge dans le même hôtel que de Bellefonds. C'est au témoin que le marquis de Galard rapporta le fait d'avoir laissé tomber le billet de banque. A son tour, le témoin rapporta le même fait en présence de de Bellefonds, en disant qu'il y avait bien de l'imprudence dans cette habitude de M. de Galard.

L'accusé Hébrard, interrogé de nouveau, persiste à dire que de Bellefonds lui a donné l'indication sur M. de Galard, en lui disant que ce serait une bonne affaire. Un débat très vif s'engage entre Hébrard et de Bellefonds. Hébrard traite de Bellefonds de monstre. « Vous m'avez lâché, lui dit-il; vous avez tué ma jeunesse! »

A son tour, de Bellefonds traite Hébrard d'infâme, de calomniateur. Le débat produit la plus vive impression sur l'auditoire. Dominique Rogues, menuisier. C'est l'ancien ouvrier de George, qui avait invité Hébrard et de Bellefonds à la table de son maître, le jour de Pâques. Il connaissait Hébrard pour lui avoir fait des meubles. Dans une circonstance il a dîné avec un marchand de draps nommé Jean Hébrard et de Bellefonds. Ce dernier prêta 500 francs en billets de banque à Hébrard, qui les remit au marchand appelé Jean Hébrard dit que ce Jean était Duvèrge, qui avait participé au vol, et à qui il devait revenir par sa part 500 francs. Ce Duvèrge après sa condamnation s'est pendu en prison. Le témoin parle aussi d'un coupon de drap, que dans cette circonstance de Bellefonds voulait acheter à Hébrard, en lui disant: « Mets ce coupon de côté; je le prendrai et te le paierai. »

De Bellefonds ne se rappelle pas ce fait, qui, dit-il, serait possible. La femme Ranfel est appelée en vertu du pouvoir discrétionnaire. De Bellefonds, dit-elle, a fait partir deux fois Ranfel de Toulouse pour aller à Dax (Landes), où Hébrard était en prison. Il était chargé de lui porter une boîte, qui, d'après Hébrard, contenait les outils qui ont servi à son évasion.

Après quelques autres détails, l'audience est renvoyée au lendemain. A l'audience du 13 mars la foule est plus considérable qu'aux audiences précédentes.

A dix heures et demie M. Lafiteau, avocat-général, prend la parole. Il renonce à l'accusation contre Rosalie Danton; il attribue sa captivité à une fausse indication de l'accusé Hébrard, qui s'était trompé sur sa présence à Castres lors du vol Lanoux. Il dit peu de choses sur Hébrard, Ranfel et Donadilhe, qui sont révélateurs, et avouent leur culpabilité. Tous ses efforts tendent à convaincre de Bellefonds de complicité, pour avoir recélé tout ou partie des objets volés au banquier Lanoux. Il s'appuie sur les révélations des autres accusés; mais sa discussion porte surtout sur les faits d'immoralité prouvés contre de Bellefonds. Il invoque comme faits d'immoralité les divers chefs d'accusation à raison desquels de Bellefonds et un grand nombre d'accusés doivent paraître le 2 avril prochain devant la Cour d'assises de la Haute-Garonne. Groupant ces faits avec force et précision, il signale de Bellefonds comme l'âme de la bande des voleurs, et par conséquent capable de receler le produit des divers crimes. Toutefois ce magistrat convient que de Bellefonds n'a pas profité matériellement des objets volés.

Ce réquisitoire a duré quatre heures. Il a été écouté dans un religieux silence. M. l'avocat-général a une élocution facile et entraînant. On ne pourrait lui reprocher peut-être qu'un peu trop de chaleur, et de ces mouvements oratoires qui semblent appartenir à la défense.

Son réquisitoire n'a fini qu'à deux heures. M. Bermond prend ensuite la parole pour les accusés Hébrard et Donadilhe. Déjà condamnés à quinze ans de travaux forcés, il sollicite pour eux l'admission de circonstances atténuantes, dans le but de faire confondre les peines à appliquer, avec celle des travaux forcés. Il n'a pu le faire qu'en soutenant la véracité des révélations de ses clients, et par conséquent en se joignant au ministère public pour accuser de Bellefonds.

Me Canet, ancien substitut, a suivi le même système. Son client est condamné déjà à huit ans de travaux forcés, et il lui importe beaucoup d'obtenir la déclaration de circonstances atténuantes. Me Bonafous avait une tâche facile à remplir. Mais pour sa cliente il n'a pas accepté le désistement de M. l'avocat-général dans les termes formulés par son contradicteur. Sa

cliente doit être relaxée, non seulement faute de preuves, mais pleinement justifiée. Les murmures approbateurs de l'auditoire semblaient être un acquiescement anticipé.

Me Gasc, pour de Bellefonds, a pris la parole à quatre heures, et sa belle défense ne s'est terminée qu'à sept heures et demie. Me Gasc n'était pas nouveau pour son auditoire: en plusieurs circonstances, il est venu prêter, devant le jury d'Albi, le secours de sa parole à plusieurs accusés. Son talent ne s'est pas démenti, il a pris l'accusation corps à corps, tout discuté, tout expliqué avec une force de logique entraînant. Il a attribué les fréquentations de Bellefonds avec les accusés à sa liaison avec Hébrard. Mais, quelque déplorable que soit cette circonstance, le recel n'est pas établi, et c'est l'accusation unique sur laquelle il faut statuer. Il a terminé en invoquant les antécédents de de Bellefonds pendant trente ans, les vertus qui ont honoré sa famille.

A peine avait-il terminé, que des applaudissements, aussitôt comprimés, se sont fait entendre. L'audience est renvoyée au lendemain, dix heures. Le 14, à dix heures, M. le président Dubernard commence son résumé. Ce magistrat, qui n'avait eu que trois ou quatre jours pour prendre connaissance de cette procédure si volumineuse, a prouvé qu'il s'était livré à une étude consciencieuse des débats. Les charges de l'accusation et les moyens de défense ont été présentés avec ordre, clarté et impartialité.

A midi et demi le jury se retire pour délibérer; il revient à l'audience à trois heures et demie. Rosalie Danton et de Bellefonds sont acquittés. Les trois autres accusés sont reconnus coupables sur toutes les questions; le jury admet des circonstances atténuantes en faveur de Ranfel.

La Cour déclare, en ce qui touche Ranfel, que la peine encourue étant inférieure à celle qu'il subit, elle se confondra avec cette peine. La Cour condamne Hébrard et Donadilhe à dix ans de travaux forcés; mais elle déclare que cette peine se confondra avec les quinze ans de travaux forcés qu'ils subissent. Elle les dispense tous de l'exposition.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE TOULOUSE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.) Audiences des 7 et 8 mars.

ESCROQUERIES ET TENTATIVE D'ESCROQUERIE EN MATIÈRE DE RECRUTEMENT. — CONdamnATION A UN AN ET CINQ JOURS D'EMPRISONNEMENT PRONONCÉE CONTRE L'abbé MENGHI-D'ARVILLE, EX-VICEAIRE-GÉNÉRAL DE SAINT-FLOUR, VICEAIRE-GÉNÉRAL DE CINCINNATI, PRONOTAIRES APOSTOLIQUES, COMTE ROMAIN, ETC.

Cette étrange affaire, qui a rempli deux audiences, avait attiré une telle foule de curieux, que l'ordre n'a pu être maintenu qu'à l'aide de nombreux gendarmes et d'un piquet d'infanterie requis à cet effet par M. le président.

L'abbé Menghi-d'Arville, natif de Nîmes et d'origine italienne, est âgé de cinquante-six ans; sa taille est petite, ses mouvements extrêmement vifs; sa physionomie dénote une rare finesse; ses cheveux sont rouges. Il est revêtu de l'habit ecclésiastique; son attitude annonce l'assurance.

Le greffier donne lecture des plaintes nombreuses portées contre l'abbé Menghi, ainsi que des divers interrogatoires relatifs à ces plaintes. Il en résulte que Menghi-d'Arville, prêtre, repris de justice, intrigant assez habile et fort insistant, prenait à Toulouse, où il résidait depuis quelques années, les titres de vicaire-général et de protonotaire apostolique; qu'à l'aide de ces qualités, sans doute mensongères, et en se plaçant à la tête d'une sorte d'agence d'affaires, il avait acquis la réputation d'avoir assez de crédit pour faire réformer de jeunes conscrits, et mener à bonne fin les affaires qu'il entreprenait; qu'à l'aide de ce crédit et de cette confiance qu'il avait captés, il a commis plusieurs actes qualifiés escroqueries par l'accusation.

Les faits dénoncés sont au nombre de six: 1° Jacques Laffargue, conscrit de la classe de 1842, et faisant partie de la réserve, voulait contracter mariage avec une jeune fille qui avait eu l'imprudence d'entretenir avec lui des relations prématurées. Une voisine, la veuve Lavigne, qui était fort désireuse de voir s'accomplir ce mariage réparateur, mit le jeune Laffargue en rapport avec l'abbé Menghi, et celui-ci se chargea de lui faire obtenir une dispense moyennant une somme de 100 fr. Heureux d'acheter son bonheur à si bon compte, le confident conserit remit la somme stipulée. L'abbé Menghi se procura les certificats nécessaires, et adressa plusieurs suppliques au maréchal ministre de la guerre. Il finit enfin par en obtenir une réponse favorable à la date du 5 décembre dernier; mais, malheureusement pour Laffargue, son protecteur était déjà incarcéré sous la prévention d'escroquerie, et le mariage tant désiré, tant sollicité, n'est pas encore célébré;

2° Le sieur Besson étant tombé au sort en 1843, promit 147 fr. à Menghi pour obtenir sa réforme; cet inculpé a même reçu 40 fr., qu'il n'a restitués que par crainte, et sur le bruit de poursuites qui le menaçaient;

3° Le sieur Martin, propriétaire à Marquèves, qui porte le plus grand intérêt au sieur Raymond Dax, jeune conscrit tombé au sort, voulait le faire réformer moyennant la somme de 600 fr., qui devaient être comptés aussitôt l'obtention du congé de réforme. Nonobstant cette convention, l'abbé Menghi parvint à se faire remettre 100 fr. à titre de prêt pur et simple, disait-il, en persuadant à Martin qu'il y allait de l'intérêt de Dax et de la réussite de l'affaire;

4° Il y a deux ans, Menghi avait un effet souscrit par le sieur Tajan, imprimeur à Saint-Gaudens; il chargea le sieur Anduran de le négocier; celui-ci eut l'imprudence de l'endosser, et à l'échéance l'effet ayant été protesté, le sieur Anduran a été obligé de payer 700 francs, capital et frais, qui du reste lui ont été remboursés, à 60 francs près, par le sieur Tajan, souscripteur.

5° Le sieur Delmas avait fait la connaissance de Menghi, parce que celui-ci avait voulu s'entremettre pour faire prêter 2,000 francs au sieur Barbaouat, ami de Delmas. Menghi, profitant de cette connaissance, se fit prêter par le sieur Delmas une somme de 40 francs, des- l'année, disait-il, à soulager une famille malheureuse, et cette somme n'a pas encore rendue;

6° Il y a deux ans, Barrière devint le remplaçant du sieur Campagnol, étudiant en droit et travaillant chez l'abbé Menghi en qualité de secrétaire. Par l'influence de l'habit ecclésiastique, Menghi obtint du colonel du 45^e que le prix du remplacement ne serait pas versé à la caisse du corps, mais que le paiement en serait effectué en trois lettres de change de 210, 200 et 230 francs, tirées sur Menghi et acceptées par lui.

Mais, entre ce dernier et son secrétaire existait déjà un traité en forme par lequel l'abbé s'engageait à fournir au sieur Campagnol un travail de transcription coté à 1 franc pour chaque feuille d'impression in-8^o d'un ouvrage intitulé: *Mémoires du Clergé de France*, de manière à lui assurer des émoluments jusqu'à la somme de 1,200 fr.; de son côté, le secrétaire s'obligeait à transcrire le manuscrit de l'abbé Menghi d'une manière parfaitement lisible et correcte, et avec toute l'activité nécessaire pour n'apporter aucun retard dans l'impression dudit ouvrage. Cet acte, soumis à l'appréciation du sieur Barrière et de

ses conseils, ne fit que les confirmer de plus fort dans la bonne opinion qu'ils avaient de la solvabilité des deux contractants. L'acte de remplacement fut donc passé, et Barrière reçut en paiement trois effets ainsi conçus:

« Muret, 6 septembre 1842. B. P. F. Dans un an de date et sur la représentation de présence au corps fournie par le sieur Jean Barrière, mon remplaçant, et qui constatera ma parfaite libération, payez audit sieur Jean Barrière, ou à son ordre, la somme de valeur en mon remplacement, et que passerez sans autre avis, d'après notre traité du 27 août 1842. »

« Bon pour » Signé CAMPAGNOL. » A. M. Menghi d'Arville, prêtre, rue du Peyron, 14, Toulouse. » Accepté pour être payé comme ci-dessus, » Signé MENGHI, prêtre. »

Quelques jours après, le sieur Campagnol quitta Toulouse pour aller on ne sait où; et, à l'échéance des lettres de change, l'abbé Menghi refusa de payer, disant que son secrétaire n'ayant pas tenu ses engagements, et le traité du 27 août n'ayant pas eu d'effet, il était lui-même complètement déchargé, de telle sorte que le malheureux Barrière sert aujourd'hui pour rien.

Tels sont les faits pour lesquels l'abbé Menghi d'Arville comparait devant le Tribunal correctionnel. Il faut dire toutefois que la chambre du conseil, par son ordonnance, a déclaré qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre les sieurs Menghi et Campagnol à raison de la plainte portée contre eux par le sieur Barrière, par le motif puisé de ce que ce fait ne présente pas les éléments constitutifs de l'escroquerie.

Après l'audition des témoins, qui n'offre rien de remarquable, M. le président procède à l'interrogatoire de l'abbé Menghi; mais, avant de lui accorder la parole, ce magistrat adresse au prévenu une sévère remontrance qui se termine par l'éloge du clergé de France en général, et de celui de Toulouse en particulier.

L'abbé Menghi, au milieu du plus profond silence, s'exprime à peu près en ces termes: « Monsieur le président, on m'accuse d'avoir commis diverses escroqueries en faisant usage de faux titres ou de fausses qualités; je dois donc avant tout faire connaître qui je suis, et justifier des titres que je me suis donnés et que je m'honore de porter. Je me nomme Joseph Menghi d'Arville, né dans une terre de ce nom, près de Nîmes; mon origine est italienne, et je descends par la ligne paternelle féminine de la famille des Barberini, qui compte dans son arbre généalogique des princes, des cardinaux, des aumôniers généraux de France, et par-dessus tout un pape, Maffeo Barberini, connu dans l'histoire sous le nom d'Urban VIII. Cette illustre éminence, je l'établis par un acte de notoriété dont l'authenticité est irrécusable; il est là, entre les mains de mon avocat. J'ai fait mes études au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris, et, en 1812, je fus ordonné prêtre. Je suis nanti des cinq lettres d'ordination, savoir: Tonsure, ordre mineur; sous-diaconat, diaconat, et prêtrise. Jusqu'en 1814, je résidai à Saint-Gilles, en qualité de vicaire; à cette époque, je fus envoyé au Pont-Saint-Esprit, où j'eus l'honneur d'entendre en confession monseigneur le duc d'Angoulême. Mon dévouement aux troupes royalistes fut cause que pendant les Cent-Jours je me vis obligé de me réfugier dans l'hospice de l'Humanité, à Arles; pendant mon séjour dans cette retraite, la commission des hospices civils, par délibération du 08 mars 1815, me conféra les fonctions d'aumônier. En 1817, je fus successivement vicaire et curé à Gaujac, diocèse d'Avignon; puis vicaire à Avignon, paroisse de Saint-Pierre; et curé à Montpesat, diocèse de Nîmes. Je fus, en 1820, nommé chanoine honoraire au chapitre de Saint-Flour; et, enfin, le 4 mars 1823, monseigneur de Salamon, évêque de Saint-Flour, me nomma son vicaire-général. Tous les titres canoniques que je viens d'énumérer sont entre les mains de mon avocat: je lui ai remis quarante-huit pièces.

En 1839, et le 31 mai, le digne prêtre de Saint-Flour écrivit au souverain pontife une lettre dont j'ai copie conforme, et par laquelle il suppliait Sa Sainteté Pie VIII de me nommer son coadjuteur. Je supplie moi-même Messieurs du Tribunal de m'accorder toute leur attention sur ce point, car cette démarche de Monseigneur de Salamon se rapporte à une époque néfaste de ma vie, celle précisément où j'étais poursuivi et condamné par défaut à Carpentras pour de prétendus délits d'escroquerie, auxquels je suis toujours demeuré étranger. »

Sur la demande du prévenu, son défenseur, M. Lucet, donne lecture de la lettre de l'évêque de Saint-Flour; elle est écrite en latin. En voici à peu près la traduction: « Très saint Père, Je suis sous la funeste influence des années et de l'affaiblissement, et quoique je ne recule pas devant le labeur, néanmoins les infirmités qui m'envahissent de plus en plus ne me permettent pas de remplir mes fonctions avec toute la vigilance qu'elles exigent. C'est pourquoi, plaçant ma confiance en Notre-Seigneur Jésus-Christ, j'ai cru devoir m'adresser à son vicaire pour en obtenir un remède à ma position.

D-jà, ô très saint père, j'ai conféré les titres de chanoine à la cathédrale de Saint-Flour, et de vicaire-général de mon diocèse, au ministre chéri de J.-C., Louis-Joseph Menghi d'Arville, vraiment digne d'un double honneur, tout dévoué au service de notre sainte Eglise romaine, plein de dévotion et de componction; et, en outre, je lui ai donné ces titres en récompense et en mémoire de l'assistance que son père, homme vraiment probe et excellent chrétien, prêta à sa sainteté Pie VII, pendant sa captivité en France.

Aujourd'hui, ô très saint père, je demande à Dieu, et j'implore de votre sainteté, en considération de mes nombreuses infirmités, la faveur insigne de m'adoindre comme coadjuteur, le très vénérable prêtre Menghi d'Arville, d'une vie honnête, de mœurs irréprochables, d'une doctrine saine, d'une vaste érudition, d'un zèle prudent, d'une piété remarquable et possédant en outre les autres qualités dignes d'un fidèle ministre de la religion; et j'ose le dire devant Dieu et pour sa sanctification, non seulement le salut des peuples, mais le ciel lui-même, qui appuie mes bons témoignages, exigent d'un commun accord que Menghi d'Arville soit élevé à la dignité épiscopale, ad majorem Dei gloriam, sanctaeque Ecclesiae utilitatem. »

Vous le voyez, Monsieur le président, continue avec exaltation le prévenu, si la mort n'eût pas frappé presque aussitôt monseigneur de Salamon, aujourd'hui, au lieu d'être assis sur ce banc odieux, exposé aux regards d'un public curieux ou malveillant, je serais au moins évêque de Saint-Flour, et la population s'inclinerait avec respect devant moi. Mais Dieu n'a pas voulu qu'il en fût ainsi; je dois me résigner.

Vers cette époque, et sans m'arrêter à de prétendues poursuites que dirigeait contre moi le parquet d'Avignon, au moyen des papiers généalogiques dont ma famille est en possession, je fis dresser l'acte de notoriété dont je vous ai parlé et qui fut retenu par M. Léon Mousse et son collègue, notaires royaux à Nîmes, et en présence de six témoins, citoyens des plus honorables de la ville. Cet acte fut enregistré à Nîmes, à la date du 6 mai 1829, et visé par M. Gonet, président du Tribunal de cette même ville, le 10 décembre de la même année. Presque aussitôt je partis pour Rome, non pas pour me soustraire à une condamnation comme on semble le dire, mais bien pour obtenir du souverain pontife la réalisation de la demande que lui avait adressée monseigneur de Salamon.

Mais le pape Pie VIII mourut bientôt lui-même; les événements de 1830 survinrent et engloutirent en France mon crédit, en même temps qu'un trône auquel j'avais toujours été dévoué. Le cardinal Barberini, mon parent, voulut me dédommager de l'échec que j'éprouvais en obtenant pour moi des titres purement honorifiques, tels que ceux de comte romain, chevalier de l'Eperon-d'Or, et protonotaire apostolique. Pendant mon séjour à Rome, j'eus plusieurs entretiens avec Sa Sainteté Grégoire XVI, à qui j'avais fait hommage d'un livre intitulé *l'Annuaire de Marie*. Sa Sainteté voulut bien recommander mon ouvrage aux serviteurs de la Vierge, par un bref tout spécial. Permettez-moi, Monsieur le président, de rapporter textuellement les bienveillantes paroles dont m'honora notre saint-père, elles resteront éternellement gravées dans mon souvenir. (Ici le prévenu prononce avec

une profonde émotion quelques phrases en langue italienne : elles semblent se rapporter particulièrement à la conduite qu'aurait tenue le père de Menghi à l'égard du pape Pie VII pendant son séjour à Fontainebleau.

Quelques années après, en 1833, je crois, je fus délégué en France par Sa Sainteté afin de négocier la démission de M. Rey, évêque de Dijon, le premier nommé par le pape de révoquer, et pour des raisons qu'il ne m'appartient pas de révéler. J'ose le dire, j'eus le bonheur de mener à bonne fin cette négociation délicate, ainsi que l'attestent d'ailleurs les journaux de l'époque.

A mon retour en France, j'appris que le sieur Garnet, mon dénonciateur à Avignon, et qui avait provoqué contre moi des poursuites judiciaires dont se prévaut aujourd'hui le ministère public, avait subi plusieurs condamnations, dont une infamante, puisque ce misérable est mort dans une maison de réclusion, après exposition publique. Mais cette réhabilitation morale était insuffisante aux yeux du clergé, qui ne se contenta pas de croire à l'innocence de ses membres, mais qui ne souffrit pas même un soupçon. J'ai fait des démarches pour obtenir une cure où je pusse exercer encore le saint ministère; j'ai toujours essayé des refus, mais des refus honorés les pour moi.

M. le président m'a demandé quelle est ma position actuelle comme prêtre. Je ne suis pas interdit, et pourtant je ne dis pas la messe, car je ne considère pas ce saint sacrifice comme chose vénielle; et si Judas estima le sang de son divin maître la somme de 12 deniers, je ne commettrai pas le sacrilège de le taxer, comme bien d'autres, à 1 ou 2 francs de notre monnaie. J'en ai donc été réduit pour vivre à me faire écrire religieux. On m'avait indiqué Toulouse comme une ville typographique, et d'ailleurs éminemment catholique; j'y suis venu en 1839, pensant y trouver plus de ressources que partout ailleurs. Vous le savez, Monsieur le président, tout le monde le sait ici, car les Tribunaux en ont retenti, j'ai fait divers traités avec des imprimeurs et des libraires, dont j'ai été successivement la dupe. Dernièrement encore, les sieurs Lagarrigue et Dours ont fait faillite, et j'y ai perdu 12,000 francs, qui étaient mon unique espoir pour ma vieillesse. Rabaissé, réduit à la dernière misère, j'ai vécu depuis bientôt cinq ans avec 12 sous par jour; et l'on m'appelle escroc! Si j'étais un malhonnête homme, je serais riche, je vous assure; mais je me contentais de me rendre utile à ceux qui s'adressaient à moi; et puis je recevais comme une amorce ce qu'ils voulaient bien me donner; rien de plus souvent. Ah! pourtant, vous avez raison de m'humilier, Monsieur le président: je suis prêtre, prêtre quand même, prêtre jusqu'au tombeau; je n'aurais pas dû compromettre l'habit sacré dont je suis revêtu, j'aurais dû... me laisser mourir de faim.

Sur les interpellations consécutives de M. le président, le prévenu s'explique ensuite sur chacun des faits qui lui sont imputés.

Le lendemain, à l'entrée de l'audience, M. Cassagne, substitut du procureur du Roi, prend la parole au milieu d'un concours immense d'auditeurs. Remontant à la procédure instruite contre le prévenu à Avignon et à Carpentras, il établit comme incontestable et définitive la condamnation à trois années d'emprisonnement pour cause d'escroquerie, de telle sorte qu'aujourd'hui l'abbé Menghi se trouve en état de récidive légale.

Passant ensuite aux faits de la cause, il considère le prévenu comme en état permanent de manoeuvres frauduleuses, par la seule qualité de prêtre à l'aide de laquelle il capte la confiance de ceux qu'il veut faire ses dupes.

Le ministère public analyse ensuite successivement les six griefs imputés à Menghi, et trouve dans chacun les caractères constitutifs de l'escroquerie. Il conclut même, quant à la plainte relative à Barrière, à ce que le Tribunal statue sur ce fait nonobstant l'ordonnance de la chambre du conseil. Il termine enfin son réquisitoire remarquable par une apostrophe véhémentement adressée à l'accusé.

M. Lucet, défenseur de l'abbé Menghi, s'élève d'abord contre la prévention funeste qui poursuit son client jusque dans le sanctuaire de la justice. Le caractère sacré dont il est revêtu, loin d'attirer sur lui la défaveur et la malveillance, devrait au contraire lui assurer cette protection tutélaire et prudente de la loi, qui veut qu'un accusé soit considéré comme innocent jusqu'à ce que la justice l'ait condamné.

Revenant ensuite sur le passé de l'abbé Menghi, son défenseur esquisse rapidement sa biographie, en s'appuyant des titres nombreux qui sont entre ses mains. Il discute ensuite un à un les faits de la cause, et s'appuyant de la doctrine des auteurs, et surtout de la jurisprudence la plus récente de la Cour de cassation, il cherche, au point de vue légal, à faire disparaître dans les griefs imputés, tout ou partie des éléments qui constituent le délit d'escroquerie. Quant au fait relatif à Barrière et Campagnol, M. Lucet élève avant tout une fin de non-recevoir basée sur ce que l'ordonnance de la chambre du conseil a acquis autorité de chose jugée.

La défense de l'abbé Menghi d'Arville a été présentée avec habileté. La parole animée du défenseur a constamment captivé le nombreux auditoire, qui lui est resté fidèle jusqu'à la fin.

Le Tribunal, après en avoir délibéré en la chambre du conseil, déclare Menghi coupable du délit d'escroquerie, seulement quant aux faits relatifs à Besson, Raymond Dax et Barrière; il admet des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé, quoique en état de récidive, et le condamne à un an et cinq jours d'emprisonnement, avec dépens.

TRIBUNAUX ÉTRANGERS

ANGLETERRE.

COUR DES SHÉRIFFS, A LONDRES.

Audience du 13 mars.

DEMANDE EN INTERDICTION CONTRE WILLIAM AUSTIN, FILS ADOPTIF DE LA REINE CAROLINE, FEMME DE GEORGES IV.

On n'a pas oublié un des épisodes les plus singuliers du fameux procès du sac vert, lorsque la Chambre des lords eut à prononcer sur l'action en divorce intentée par le roi Georges IV contre la reine Caroline. On prétendait que, vers l'année 1805, la princesse de Galles aurait entretenu un commerce adultère avec le célèbre amiral sir Sydney Smith, et que de leurs liaisons secrètes était né un enfant, William Austin, adopté depuis par la princesse comme orphelin d'une pauvre femme veuve d'un charpentier de Deptford. Lorsque la reine arriva en Angleterre, à la fin de 1820, elle eut soin de laisser le jeune Austin à Milan. Mort subitement le 22 juin 1822, après avoir gagné son procès, la reine lui laissa, par testament, une fortune assez considérable.

On n'avait pas entendu parler depuis de M. William Austin; une action en interdiction formée contre lui par ses tuteurs à la Cour des shériffs devant une commission de Lunatic inquiring, vient de prouver qu'il a peu joué des libertés de sa bienfaitrice.

M. Walpole, avocat du docteur Lushington et de sir Thomas Wilde, tuteurs de la personne dont l'interdiction est provoquée, a exposé les faits suivants :

M. William Austin est âgé aujourd'hui de quarante ans. Sa fortune est maintenant réduite de beaucoup, elle ne consiste plus qu'en un capital de 4,000 livres sterling (environ 100,000 francs) placée dans les fonds publics qu'il a donnés les premiers signes de folie; c'est en l'année 1830 qu'il a donné les premiers signes de folie; on n'a pas cru devoir provoquer son interdiction, elle était inutile, puisqu'il ne pouvait toucher ses revenus que par ses trustees

ou fidé-commissaires, et qu'il lui aurait été impossible d'en dévorer le capital.

En 1841, l'état de M. Austin se trouva assez grave pour qu'on fût obligé de le placer dans l'hospice de santé à Milan. Sa démençe n'est point furieuse, c'est une imbecillité, et presque un idiotisme complet. Au mois de février dernier, ses tuteurs ont cru devoir le faire venir en Angleterre, et il est entré dans une maison d'aliénés à Chelsea. Lorsque MM. les commissaires auront entendu les témoins, ils n'auront aucun doute sur la nécessité d'accorder à M. Austin la protection due aux infortunés affligés d'aliénation mentale.

M. Louis Balbi, directeur de l'hospice de santé à Milan, appelé en témoignage, a dit : « M. Austin a été pendant trois années mon pensionnaire; il buvait, mangeait et dormait bien, mais il avait la manie de ne point parler; il est resté trois années entières sans proférer une parole. Lorsqu'on lui adressait quelque question, il ne répondait point, et il va sans dire qu'il était incapable de toute espèce d'occupation. Il a concentré toutes ses affections sur une canne d'une forme très simple qu'il ne veut quitter ni le jour ni la nuit; jamais il n'a voulu dire pourquoi il tenait tant à ce bâton. C'est moi qui l'ai amené de Milan à Londres, et pendant ce voyage il a observé la même taciturnité.

Plusieurs médecins ont certifié la faiblesse d'esprit de M. Austin.

M. Lemon, avoué en la Cour, a dit qu'il connaissait M. Austin avant son départ d'Angleterre, et qu'il y a seize ans il jouissait pleinement de ses facultés intellectuelles.

M. Austin a été introduit. Il tenait à la main la canne formée d'un sarment de vigne dont a parlé M. Balbi. Il regardait de temps en temps cette canne avec curiosité, et la faisait tourner autour de sa tête comme un enfant, et sans faire la moindre attention à ce qui se passait près de lui.

Le président lui a adressé trois ou quatre questions sans pouvoir tirer de lui un seul mot. Cependant, lorsque le gardien de la maison de santé lui disait : « Asseyez-vous, ou levez-vous. » il obéissait machinalement et sans murmurer. Lorsque la Cour a dit qu'on pouvait le faire retirer, M. Austin a suivi docilement son gardien.

Le jury a déclaré par son verdict : « Nous estimons que William Austin est atteint d'aliénation mentale, incapable d'administrer ses affaires, et que son état remonte au 15 septembre 1841. »

L'interdiction a été prononcée.

On assure que la taciturnité excessive de cet infortuné est l'observation un peu trop rigoureuse de la recommandation que lui a faite en 1820 la princesse de Galles lorsqu'elle a quitté sa délicate villa du lac de Côme, pour aller en Angleterre avec le roi Georges IV à reconnaître ses droits d'épouse et de reine. « Ne révélez pas un mot à qui que ce soit de ce que vous avez vu ou entendu, » aurait-elle dit à son protégé. William Austin s'était fait une loi de ne répondre à aucune des questions indiscrettes qui lui étaient adressées sur le secret de sa naissance et sur le degré d'affection que lui témoignait la princesse. Fatigué des importunités, des obsessions dont il était sans cesse l'objet, il a fini par se prescrire à lui-même un silence absolu : c'est cette idée fixe qui a occasionné sa folie.

FACULTÉS DE DROIT.

Le *Moniteur* d'aujourd'hui contient une ordonnance royale rendue sur le rapport de M. le ministre de l'instruction publique, et relative aux attributions de la haute Commission des études de droit. Cette Commission, de création assez récente, a déjà rendu divers services que le rapport énumère ainsi qu'il suit :

« Les inspections accomplies au sein de ces écoles par les membres mêmes de la haute Commission, le rétablissement légal de l'inspection générale qui a été la suite de ces inspections éclatantes et officieuses, la création d'un vaste système de prix dans les Facultés, la constitution de cours libres, d'autres mesures qui ont passé dans les règlements et fortifié les études, sont autant de témoignages de l'efficacité de cette institution. »

Mais il est d'autres améliorations que l'on est également en droit d'attendre de sa sollicitude, d'autres questions qui devront immédiatement fixer son attention.

« A Paris, dit le rapport, une chaire d'histoire du droit reste depuis longtemps vacante. A Toulouse, l'enseignement du droit public a une existence uniquement nominale. C'est état de choses doit-il continuer? — Partout le droit criminel et la procédure sont confondus dans un seul cours. Les lois pénales, étude si élevée dans les principes, si pratique et si importante dans l'application, ne sont pas en réalité enseignées. Y a-t-il lieu de doubler ces chaires? — La Faculté de Paris renferme dans son sein plusieurs enseignements particuliers qui ne peuvent pas être tous obligatoires pour les élèves de cette grande école. Quels sont les moyens de coordonner ces enseignements et de les rendre tous également utiles? — Le droit administratif, germe heureux déposé au sein de nos Facultés par un grand esprit, n'a pas pris dans les études une place suffisante, parce qu'il est isolé. Ne viendrait-il pas de lui donner l'appui de quelques autres branches du même ordre de connaissances et d'études? Et, comme dans l'ancienne Université on distinguait les docteurs en droit criminel, les docteurs en droit civil, ne pourrait-on pas avoir, à côté des gradués ordinaires, des gradués particuliers dans le droit administratif et politique? »

Dans ce système, les sciences administratives et politiques, plus largement professées, seraient cependant partie des Facultés de droit agrandies. Elles seraient une annexe de la Faculté de Paris. Ne devraient-elles pas, au contraire, former une faculté nouvelle, la digne fille du temps où nous sommes et du gouvernement éclairé et libre qui est le nôtre? La diplomatie et toutes ses branches, le droit des gens, le droit international, c'est-à-dire le droit des gens appliqué à toutes les matières d'Etat et de commerce, l'histoire des traités, qui est l'histoire de la constitution des Etats, le droit public de l'Europe actuelle, le droit maritime si essentiel aux rapports des nations commerçantes et plein de questions de règles dont les derniers temps ont révélé toute l'importance; l'étude des Codes et des juridictions militaires, celle de tout notre système de gouvernement et d'administration, notre régime financier si vaste et si nouveau, l'économie politique, notre ancien droit coutumier, notre nouveau droit constitutionnel, les institutions comparées des grands gouvernements représentatifs, le droit ecclésiastique enfin, qui a eu une si grande part dans l'origine et la suite de toutes les institutions civiles, qui comprend d'ailleurs toutes les difficultés et tous les problèmes des rapports de l'Etat et de l'Eglise, toutes ces sciences ont été professées autrefois, avec un grand éclat, dans les Universités. Elles le sont encore, pour la plupart, dans tout le nord, en Allemagne, en Angleterre, en Italie. Elles ne le sont en France nulle part, ou ne le sont à peine que dans deux ou trois chaires, mais sans lien entre elles, ne composant point un cours d'études, ne contribuant en rien à former la pépinière des serviteurs civils de l'Etat. Serait-il bien de rassembler toutes ces sciences, sous l'une des deux formes qui viennent d'être indiquées, en un même faisceau? Cet ordre nouveau de connaissances et d'épreuves ne préparerait-il pas utilement à l'état des magistrats, des administrateurs, des représentants de l'intérêt et du droit de la France au dehors? N'attirerait-il pas aussi ces jeunes hommes des classes éclairées qu'on voit s'inscrire aux écoles de droit sans se destiner au barreau, ceux qui, sans se mettre directement au service de la chose publique, aspireraient simplement à tenir leur place honorablement dans la commune, dans le département, dans l'Etat? Aujourd'hui toute la jeunesse qui se destine aux carrières civiles et politiques a devant soi plusieurs années qui ne sont pas remplies. Un noble et sûr emploi de ces années pleines de péril et d'incertitude leur serait donné. La seule obligation de suivre certains cours et de prendre certains

grades deviendrait une garantie qui élèverait tous les services dans la considération générale; nous assurerions des magistrats de tous les ordres plus préparés à leur mission, et nous développerions des éléments nouveaux de la supériorité nationale.

Il est des questions relatives à la constitution même du professorat, qui appellent un prompt examen. Doit-il y avoir des agrégés pour constituer un premier degré dans l'enseignement? Quel ordre d'épreuves lierait les deux degrés du professorat l'un à l'autre? Enfin, pourrait-on concilier l'inamovibilité nécessaire à la dignité de la situation et à la sécurité des personnes, avec le mouvement ascendant qui fait les efforts généreux et qui les soutient? Une partie des nombreuses chaires qui sont ou qui seraient spécialement à la Faculté de Paris ne pourraient-elles pas être réservées, dans des formes et selon des règles certaines, aux professeurs éminents qui honorent les autres Facultés, de sorte qu'il s'établirait, entre les départements et la capitale, un utile échange de talents allant se faire connaître et se développer dans les départements, venant dans la capitale chercher la récompense de leurs succès et trouver la plus belle de toutes, celle qui consiste à être plus utiles, en étant sur un plus vaste théâtre. Ces pensées, Sire, ont besoin d'être étudiées. La haute Commission les mûrira. »

La haute Commission est composée de MM.

Rossi, membre du conseil royal, doyen de la Faculté de droit de Paris, pair de France; le comte Portalis, premier président de la Cour de cassation, pair de France; Dupin, procureur-général à la Cour de cassation, membre de la Chambre des députés; Laplagne-Barris, président à la Cour de cassation, pair de France; Girod (de l'Ain), président du contentieux du Conseil d'Etat, pair de France; Frank-Carré, premier président de la Cour royale de Rouen, pair de France; Hardouin, conseiller à la Cour de cassation; Blondeau, professeur et ci-devant doyen à la Faculté de droit de Paris; de Fougères, professeur à la Faculté de droit d'Aix et recteur de l'Académie; Schutzenberger, professeur à la Faculté de droit de Strasbourg, membre de la Chambre des députés; Girod, inspecteur-général du droit, membre de l'Institut, secrétaire de la commission.

CHRONIQUE

PARIS, 19 MARS.

— La Chambre des députés a pris en considération la proposition de MM. Mortimer-Ternaux, Quinette et Terme, qui a pour but de régler le partage de la dépense des trottoirs entre les villes et les propriétaires riverains.

— M. l'abbé Panu et Mlle Cuvelier ont réclamé de M. Delabarre, médecin-dentiste, et de Mme Delabarre, le paiement de 3,000 francs montant d'un double legs à eux fait par Mme d'Epinau Saint-Amand, et résultant d'un billet souscrit par M. et Mme Delabarre au profit de cette dernière, par suite d'un prêt d'argent à eux fait; mais comme ce billet n'était pas revêtu d'un bon ou approuvé de la femme en toutes lettres, et qu'il n'était pas établi, même après un interrogatoire subi par Mme Delabarre, que cette dernière eût entendu s'engager au cas où son mari ne paierait pas, le Tribunal de première instance, faisant application de l'article 1326 du Code civil, a condamné M. Delabarre seul, et rejeté la demande à l'égard de Mme Delabarre.

Or, M. Delabarre n'est pas solvable, et M. Panu et Mlle Cuvelier ont cru devoir interjeter appel. Suivant l'exposé fait par M. Yver, leur avocat, M. Delabarre, dentiste du roi Charles X, de la duchesse de Berri, et d'un grand nombre de personnalités de l'ancienne cour, jouissait, ainsi que sa femme, de 25,000 francs de rentes au moins, lorsqu'en 1825 il emprunta à rente viagère, par obligation hypothécaire et solidaire avec sa femme, 20,000 francs à Mme d'Epinau, qui ajouta à cet emprunt 4,000 francs reconnus par un billet souscrit par M. et Mme Delabarre, et revêtu du bon et approuvé de la part de celle-ci.

Ce billet fut successivement renouvelé en 1826, en 1830, en 1834; mais à cette dernière époque, sans l'annonce du bon et approuvé de Mme Delabarre; en 1838, époque de l'échéance, M. Delabarre, entraîné dans de fâcheuses spéculations, et depuis longtemps privé de sa riche clientèle d'autrefois; enfin séparé de biens, n'était nullement en mesure de rembourser; les intérêts furent cependant payés jusqu'à la mort de Mme d'Epinau, qui n'avait cessé de protester contre l'irrégularité du titre, quant à Mme Delabarre, mais qui, en raison de son grand âge, et de la crainte de ne pas payer des intérêts, enfin de la conformité d'opinions politiques, s'était abstenue de toutes poursuites. Elle décéda en 1842, et son testament fit le partage des 40,000 francs, savoir : 2,000 francs à M. l'abbé Panu, 1,000 francs à Mlle Cuvelier, 1,000 fr. à Mme veuve La-combe. Cette dernière seule paraît avoir été payée; M. Panu, retiré à l'hospice de Marie-Thérèse; Mlle Cuvelier, faible de caractère, n'ont pu rien obtenir, et le jugement même a rejeté leurs prétentions.

M. Yver s'efforce d'établir que l'emprunt des 4,000 fr. avait pour objet d'étendre une dette commune à M. et à Mme Delabarre, à savoir, le prix d'une maison de campagne; et ce fait est attesté, suivant l'avocat, par une lettre de M. Delabarre, dans laquelle il se plaint que Mme d'Epinau ait disposé des 4,000 fr., attendu que, pendant dix-huit ans, il avait payé 2,000 fr. de rente viagère à cette dame, en tout 36,000 fr., pour raison des 20,000 fr. de capital qu'il avait reçus d'elle, plus 3,600 francs d'intérêts du billet de 4,000 fr. M. Yver donne lecture de l'interrogatoire subi par Mme Delabarre; il en fait ressortir, malgré les réticences de cette dernière, qu'elle a connu l'engagement qu'elle prenait, et que le dernier billet n'était que le renouvellement des premiers, lesquels portaient de sa part le bon et approuvé.

Vainement, dit l'avocat, Mme Delabarre prétend qu'elle a signé par complaisance pour son mari, dont elle croyait favoriser les spéculations; dans le ménage Delabarre la loi salique est abolie; le sceptre est dans la main de Mme Delabarre; elle se livre même à des travaux littéraires qui supposent sa parfaite intelligence et son indépendance; et on a vu d'elle un roman intitulé : *Crime et Remords*, qui a fait quelque bruit.

Elle est bien loin, d'ailleurs, du dénûment qu'on a affecté de lui faire, en son nom en pleurant devant les premiers juges; sa mère a deux maisons à Rouen, et, pour elle, elle habite dans le quartier privilégié de la Madeleine un somptueux appartement, tandis que Mlle Cuvelier travaille nuit et jour, et que M. l'abbé Panu, qui, sur les 2,000 francs légués, a des devoirs à remplir, n'a d'autre asile que l'hospice Marie-Thérèse.

M. Bourgain : En défendant en première instance Mme Delabarre, je n'ai point pleuré devant le Tribunal; mais j'ai fait connaître la triste situation de ma cliente, autrefois opulente, aujourd'hui presque sans ressources. M. Delabarre, après 1830, a compromis dans de prétendues inventions sur les effets de la vapeur une fort belle fortune; il n'a revé que propulseurs, locomotives, etc., et il a été encouragé dans ses ruineux essais par M. Pelletan, professeur de physique. Mme Delabarre a sacrifié aux désirs et à l'ambition nouvelle de son mari sa dot, dont le contrat de mariage autorisait l'aliénation.

Aujourd'hui, elle travaille pour vivre et pour aider sa famille; cinq enfants sont nés de son mariage, et l'une de ses filles, mariée à un ancien officier ministériel qui lui-même est resté lui-même à la position la plus précaire, est à la charge de Mme Delabarre. Ce n'est pas là, quoi qu'on veuille dire, une de ces situations prospères de nos dames de la Chaussée-d'Antin.

M. Bourgain rappelle que Mme d'Epinau est restée quatre ans, de 1838, époque de l'échéance du billet, jusqu'en 1842, date de son décès, sans réclamer la signature plus régulière de Mme Delabarre; il nie qu'aucune transaction ait été faite avec Mme La-combe, autre légataire, qui a gardé le silence; il fait connaître la liquidation des reprises de Mme Delabarre, après sa séparation de biens, liquidation qui ne parle pas de la dette de 4,000 francs, ce qui indique assez que cette dette n'était pas considérée comme imputable à Mme Delabarre.

Sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Bresson, la Cour, adoptant les motifs des premiers juges, a confirmé le jugement attaqué.

— Mme la baronne de S. mislach était assignée devant la cinquième chambre du Tribunal civil de la Seine, en paiement d'un râtelier que lui a fourni M. Rubech, son dentiste.

Mme la baronne de Senislach, jeune et jolie femme, disait M. Yves, son avocat, fut frappée l'année dernière d'une fâcheuse disgrâce. Presque toutes les dents de la partie supérieure de la mâchoire l'ont successivement abandonnée, tandis que celles de la partie inférieure sont restées fidèles. C'était là pour un beau visage un affreux malheur, et Mme de Senislach ne s'en serait pas consolée si elle n'avait espéré pouvoir s'adresser avec avantage à ces hommes dont les efforts s'exercent.

A réparer des ans l'irréparable outrage.

Elle hésitait encore à choisir parmi les dentistes qu'on lui avait indiqués, quand lui tomba entre les mains, grâce à l'un de ces mille moyens usités par certaines industries modernes, un prospectus où M. Rubech, professeur de prothèse dentaire, était recommandé comme un des plus habiles artistes en ce genre. Mme de Senislach lui commanda deux pièces à succéder. Au jour de la livraison, on lui présenta de la part de M. Rubech un râtelier, qu'elle refusa de recevoir.

Blessé dans son amour-propre de dentiste, M. Rubech se présenta tout à coup chez Mme de Senislach, fit une scène violente, menaçant de tout briser, de tout emporter, et criant par les fenêtres que cette dame avait de fausses dents.

Pour terminer cette scène, Mme de Senislach déposa entre les mains de M. Tabourier, notaire, une somme de 500 fr. que Rubech a frappée d'opposition. Aujourd'hui elle en demandait la main-levée, en se fondant sur l'imperfection du râtelier litigieux.

Pour s'opposer à cette demande, M. Muller, avocat de M. Rubech, soutenait que le râtelier fourni par son client était irréprochable, et, à l'appui de cette allégation, il produisait la mâchoire moulée de Mme Senislach, et montrait qu'il s'y adaptait parfaitement.

Le Tribunal, ne se trouvant pas suffisamment éclairé, a nommé un expert pour donner son avis.

— Le Conseil des prud'hommes de Paris (pour les métaux) ouvrira sa première audience de conciliation mardi prochain 23 de ce mois, à une heure très précise après midi, dans la salle de ses séances, au Palais-de-Justice, cour de l'Horloge.

Il tiendra une séance de conciliation chaque jour de la semaine, excepté le jeudi. Son audience de jugement aura lieu, en bureau général, le jeudi à midi précis. Ces heures ont été ainsi fixées pour occasionner moins de perte de temps aux justiciables ouvriers.

Les audiences des bureaux de conciliation et du bureau de jugement sont publiques.

Le président donnera ses audiences particulières dans son cabinet, au siège du conseil, les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine, de midi à deux heures.

Le secrétariat est ouvert tous les jours de neuf heures du matin à quatre heures après midi pour recevoir les réclamations.

— M. le docteur Dumas, demeurant rue Madame, 4, nous écrit pour réclamer contre la confusion qui pourrait résulter de la similitude de nom entre lui et un sieur Dumas, également médecin, qui a figuré dans un procès dont nous avons rendu compte dans la *Gazette des Tribunaux* du 15 mars.

— Ce soir, à l'Opéra-Comique, Cendrillon, pour la clôture.

— L'Odéon donne ce soir un spectacle qui ne peut manquer de lui attirer du monde : la 5^e représentation de la tragédie d'Agrippine, dont le haut enseignement est également bien compris et bien reçu du public. Cette pièce sera suivie de la jolie comédie du Chevalier de Pomponne. On se donnera rendez-vous à l'Odéon.

— Le Vaudeville reprend aujourd'hui jeudi son amusante revue de Paris à tous les Diabes, avec sa jolie Mazurka. Les Trois Loges et le Porteur d'Eau compléteront ce joli spectacle, qui sera joué par toute la troupe.

— Aujourd'hui jeudi, au Gymnase, les quatre dernières nouveautés : Un Tuteur de vingt ans, le Petit Homme gris, la Reine de Seize ans, et Amina, qui commence ce joli spectacle joué par l'élite de la troupe.

— Samedi, 1^{re} représentation de la Belle et la Bête, comédie en deux actes, de MM. Bayard et Varner.

Jamais succès ne fut plus constant et plus durable que celui de l'ATLAS UNIVERSEL DES SCIENCES, d'Henri Duval. La réputation si justement méritée dont il jouit parmi les savants de tous les pays le place à la tête des livres dont l'utilité est indispensable. Aussi, le conseil royal de l'Université et le grand chancelier de la Légion d'Honneur se sont-ils empressés de l'adopter. Mais ce qui ajoute encore un plus grand prix à cet ouvrage, c'est que la science y est présentée avec tant de méthode et de clarté, que l'homme du monde même, dont l'esprit a souvent peine à s'arrêter sur les choses sérieuses, y trouve un attrait vraiment irrésistible. — Chez M. de Zébory, libraires, rue des Maçons-Sorbonne, 4; Garnier frères, Palais-Royal, péristyle Montpensier.

— Le premier volume de la magnifique édition illustrée du JUIF-ERRANT vient de paraître. Il y en aura quatre. M. Gavarni, dans les nombreux dessins dont il accompagne le texte de M. Eugène Sue, se montre, comme toujours, artiste plein de verve et d'esprit, doué de ce rare talent d'observation qui fait, pour les peintres comme pour les poètes comiques, les renommées populaires. Le JUIF-ERRANT illustré ne sera pas seulement une œuvre littéraire d'une immense portée; il restera, dans cette édition, comme une galerie où se trouve exposée la plus grande variété de figures originales, de types vrais et étudiés dont le crayon moderne ait enrichi l'art.

— M. de FITTE commencera un nouveau cours d'équitation élémentaire le mardi 26 mars, à sept heures et demie du matin. 25 leçons et 3 promenades. Rue Duphot, 10.

SPECTACLES DU 20 MARS.

- OPÉRA. — Relâche.
OPÉRA-COMIQUE. — Cendrillon.
ITALIENS. — Il Barbiere.
ODÉON. — Le Chevalier de Pomponne.
VAUDEVILLE. — Le Porteur d'eau, Marguerite, le Client.
VARIÉTÉS. — La Nuit, le Garde-Forestier, les Deux Pierrots.
GYMNASE. — Tuteur de 20 ans, Amina, Petit Homme Gris.
PALAIS-ROYAL. — Le Vieux de la Vieille, Létorières.
PORTE-ST-MARTIN. — Relâche.
GAITÉ. — La Justice de Dieu.
AMBIGU. — Les Talismans.
CIRQUE-OLYMPIQUE. — L'Empire.
COMTE. — Maison des Fous, M. Jean, la Polka.
DRAMAMA. — (Rue de la Douane). — Le Déluge.